

SENATO DELLA REPUBBLICA

— XI LEGISLATURA —

N. 577

DISEGNO DI LEGGE

presentato dal Ministro degli affari esteri

(COLOMBO)

di concerto col Ministro di grazia e giustizia

(MARTELLI)

COMUNICATO ALLA PRESIDENZA IL 1° SETTEMBRE 1992

Ratifica ed esecuzione del secondo Protocollo facoltativo al
Patto internazionale relativo ai diritti civili e politici
sull'abolizione della pena di morte, adottato dall'Assemblea
generale delle Nazioni Unite il 15 dicembre 1989

ONOREVOLI SENATORI. - Il secondo Protocollo facoltativo è frutto di un lavoro più che decennale nell'ambito della Commissione ONU per i diritti dell'uomo. Esso prevede che nessuno Stato parte del Protocollo in questione possa giustiziare alcun individuo soggetto alla sua giurisdizione (articolo 1). Da notare che l'unica riserva ammessa riguarda l'applicazione della pena di morte in tempo di guerra escludendo, quindi, la previsione della pena capitale per militari in tempo di pace (articolo 2).

L'Italia ha promosso in ambito comunitario - insieme alla Germania federale - una strategia di sensibilizzazione internazionale per l'approvazione di un tale strumento nel corso della 44ª Sessione dell'Assemblea generale (1989), onde assicurare una più compiuta salvaguardia della persona umana con particolare riferimento al diritto alla vita, alla libertà e alla sicurezza.

Il Protocollo facoltativo è stato approvato dall'Assemblea generale delle Nazioni Unite il 15 dicembre 1989, con 55 voti favorevoli, 28 contrari e 45 astensioni (risoluzione 44/128).

Il margine di consensi che ha consentito l'approvazione del Protocollo - sebbene ristretto - costituisce un importante risultato, soprattutto se si considerano le difficoltà dovute al persistere di un'ampia area di opposizione all'abolizione della pena di morte (soprattutto Paesi islamici). Influenza negativa ha poi esercitato la posizione

contraria degli Stati Uniti, che ha finito con l'influenzare anche il voto di altri Paesi come il Giappone. Da sottolineare, invece, il voto favorevole dell'URSS.

L'approvazione in Assemblea generale non significa peraltro che chi ha votato a favore del Protocollo facoltativo si ritenga impegnato a sottoscriverlo e a ratificarlo. Ad esempio, Unione Sovietica e Regno Unito, pur avendo votato a favore, hanno reso subito noto che non avrebbero sottoscritto il Protocollo.

L'Italia ha firmato nel febbraio 1990. Perché tale strumento entri in vigore è necessario che vengano depositati presso il Segretario generale dell'ONU almeno dieci strumenti di ratifica o di adesione (articolo 8).

In parallelo, su stimolo del Parlamento - la Camera dei deputati ha all'uopo approvato quasi all'unanimità la risoluzione n. 6-00102 del 3 agosto 1989 - l'Italia si è adoperata anche per l'approvazione di una moratoria triennale nell'esecuzione delle pene capitali.

L'iniziativa è stata proposta in occasione dell'VIII Congresso delle Nazioni Unite sulla prevenzione del crimine, tenutosi all'Avana nel settembre del 1990. Malgrado l'impegnativa battaglia condotta in quella circostanza dalla delegazione italiana, il relativo progetto di risoluzione non è stato approvato dal Congresso per uno scarto di soli tre voti.

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il secondo Protocollo facoltativo al patto internazionale relativo ai diritti civili e politici sull'abolizione della pena di morte, adottato dall'Assemblea generale delle Nazioni Unite il 15 dicembre 1989.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data al Protocollo di cui all'articolo 1 a decorrere dalla data della sua entrata in vigore, in conformità a quanto disposto dall'articolo 8 del Protocollo stesso.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

Deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort

Les Etats parties au présent Protocole,

Convaincus que l'abolition de la peine de mort contribue à promouvoir la dignité humaine et le développement progressif des droits de l'homme,

Rappelant l'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée le 10 décembre 1948, ainsi que l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques adopté le 16 décembre 1966,

Notant que l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques se réfère à l'abolition de la peine de mort en des termes qui suggèrent sans ambiguïté que l'abolition de cette peine est souhaitable,

Convaincus que toutes les mesures prises touchant l'abolition de la peine de mort doivent être considérées comme un progrès quant à la jouissance du droit à la vie,

Désireux de prendre, par le présent Protocole, l'engagement international d'abolir la peine de mort,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

1. Aucune personne relevant de la juridiction d'un Etat partie au présent Protocole ne sera exécutée.
2. Chaque Etat partie prendra toutes les mesures voulues pour abolir la peine de mort dans le ressort de sa juridiction.

Article 2

1. Il ne sera admis aucune réserve au présent Protocole, en dehors de la réserve formulée lors de la ratification ou de l'adhésion et prévoyant l'application de la peine de mort en temps de guerre à la suite d'une condamnation pour un crime de caractère militaire, d'une gravité extrême, commis en temps de guerre.

2. L'Etat partie formulant une telle réserve communiquera au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, lors de la ratification ou de l'adhésion, les dispositions pertinentes de sa législation interne qui s'appliquent en temps de guerre.

3. L'Etat partie ayant formulé une telle réserve notifiera au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies la proclamation ou la levée de l'état de guerre sur son territoire.

Article 3

Les Etats parties au présent Protocole feront état, dans les rapports qu'ils présentent au Comité des droits de l'homme en vertu de l'article 40 du Pacte, des mesures qu'ils auront adoptées pour donner effet au présent Protocole.

Article 4

En ce qui concerne les Etats parties au Pacte qui ont fait la déclaration prévue à l'article 41, la compétence reconnue au Comité des droits de l'homme pour recevoir et examiner des communications dans lesquelles un Etat partie prétend qu'un autre Etat partie ne s'acquitte pas de ses obligations s'étend aux dispositions du présent Protocole, à moins que l'Etat partie en cause n'ait fait une déclaration en sens contraire lors de la ratification ou de l'adhésion.

Article 5

En ce qui concerne les Etats parties au premier Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques adopté le 16 décembre 1966, la compétence reconnue au Comité des droits de l'homme pour recevoir et examiner des communications émanant de particuliers relevant de leur juridiction s'étend aux dispositions du présent Protocole, à moins que l'Etat partie en cause n'ait fait une déclaration en sens contraire lors de la ratification ou de l'adhésion.

Article 6

1. Les dispositions du présent Protocole s'appliquent en tant que dispositions additionnelles du Pacte.

2. Sans préjudice de la possibilité de formuler la réserve prévue à l'article 2 du présent Protocole, le droit garanti au paragraphe 1 de l'article premier du présent Protocole ne peut faire l'objet d'aucune des dérogations visées à l'article 4 du Pacte.

Article 7

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature de tout Etat qui a signé le Pacte.

2. Le présent Protocole est soumis à la ratification de tout Etat qui a ratifié le Pacte ou qui y a adhéré. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

3. Le présent Protocole sera ouvert à l'adhésion de tout Etat qui a ratifié le Pacte ou qui y a adhéré.

4. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

5. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informera tous les Etats qui ont signé le présent Protocole ou qui y ont adhéré du dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 8

1. Le présent Protocole entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du dixième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des Etats qui ratifieront le présent Protocole ou y adhéreront après le dépôt du dixième instrument de ratification ou d'adhésion, ledit Protocole entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt par cet Etat de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 9

Les dispositions du présent Protocole s'appliquent, sans limitation ni exception aucune, à toutes les unités constitutives des Etats fédératifs.

Article 10

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informera tous les Etats visés au paragraphe 1 de l'article 48 du Pacte :

a) Des réserves, communications et notifications reçues au titre de l'article 2 du présent Protocole;

b) Des déclarations faites en vertu des articles 4 ou 5 du présent Protocole;

c) Des signatures apposées au présent Protocole et des instruments de ratification et d'adhésion déposés conformément à l'article 7 du présent Protocole;

d) De la date à laquelle le présent Protocole entrera en vigueur conformément à l'article 8 de celui-ci.

Article 11

1. Le présent Protocole, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé aux archives de l'Organisation des Nations Unies.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies transmettra une copie certifiée conforme du présent Protocole à tous les Etats visés à l'article 48 du Pacte.

Je certifie que le texte qui précède est une copie conforme du Deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort, adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies le 15 décembre 1989, dont l'original se trouve déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, tel que ledit Protocole a été ouvert à la signature.

Pour le Secrétaire général,
Le Conseiller juridique :



Carl-August Fleischhauer

Organisation des Nations Unies, New York
le 6 février 1990

Traduzione non ufficialeSecondo Protocollo facoltativo al Patto internazionale relativo ai diritti civili e politici sull'abolizione della pena di morte

Gli Stati Parti al presente Protocollo

Convinti che l'abolizione della pena di morte contribuisca a promuovere la dignità umana e lo sviluppo graduale dei diritti dell'uomo,

Richiamando l'articolo 3 della Dichiarazione universale dei Diritti dell'Uomo adottata il 10 dicembre 1948, nonché l'articolo 6 del Patto internazionale relativo ai diritti civili e politici adottato il 16 dicembre 1966,

Notando che l'articolo 6 del Patto internazionale relativo ai diritti civili e politici fa riferimento all'abolizione della pena di morte in termini che lasciano intendere inequivocabilmente che l'abolizione di tale pena è auspicabile,

Convinti che tutti i provvedimenti adottati relativi all'abolizione della pena di morte devono essere considerati come un progresso per quanto riguarda il godimento del diritto alla vita,

Desiderosi di assumere, con il presente Protocollo, l'impegno internazionale di abolire la pena di morte,

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo primo

1. Nessuna persona soggetta alla giurisdizione di uno Stato parte al presente Protocollo sarà giustiziata.

2. Ciascuno Stato Parte adotterà tutti i provvedimenti necessari per abolire la pena di morte nell'ambito della sua giurisdizione.

Articolo 2

1. Non è ammessa alcuna riserva al presente Protocollo, salvo la riserva formulata all'atto della ratifica o dell'adesione e che prevede l'applicazione della pena di morte in tempo di guerra a seguito di una condanna per un delitto di natura militare di gravità estrema commesso in tempo di guerra.

2. Lo Stato Parte che formula tale riserva comunicherà al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite all'atto della ratifica o dell'adesione, le disposizioni pertinenti della sua legislazione interna che si applicano in tempo di guerra.

3. Lo Stato Parte che ha formulato tale riserva notificherà al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite il proclama o l'abolizione dello stato di guerra sul suo territorio.

Articolo 3

Gli Stati parti al presente Protocollo esporranno nei rapporti da essi presentati al Comitato dei Diritti dell'Uomo ai sensi dell'articolo 40 del Patto, i provvedimenti da essi adottati per dare effetto al presente Protocollo.

Articolo 4

Per quanto riguarda gli Stati Parti al Patto che hanno pronunciato la dichiarazione di cui all'articolo 41, la competenza riconosciuta al Comitato dei Diritti dell'Uomo di ricevere ed esaminare comunicazioni in cui uno Stato allega che un altro Stato parte non adempie ai suoi obblighi, si estende alle disposizioni del presente Protocollo, a meno che lo Stato che è parte in causa non abbia fatto una dichiarazione in senso opposto all'atto della ratifica o dell'adesione.

Articolo 5

Per quanto riguarda gli Stati Parti al primo Protocollo facoltativo al Patto internazionale relativo ai Diritti civili e politici adottato il 16 dicembre 1966, la competenza riconosciuta al Comitato dei Diritti dell'Uomo di ricevere ed esaminare comunicazioni emananti da privati soggetti alla loro giurisdizione si estende alle disposizioni del presente Protocollo, a meno che lo Stato parte in causa non abbia pronunciato una dichiarazione in senso opposto all'atto della ratifica o dell'adesione.

Articolo 6

1. Le disposizioni del presente Protocollo si applicano come disposizioni addizionali del Patto.

2. Senza pregiudizio della possibilità di formulare la riserva prevista all'articolo 2 del presente Protocollo il diritto garantito al paragrafo 1 dell'articolo primo del presente Protocollo non può essere oggetto di nessuna delle deroghe di cui all'articolo 4 del Patto.

Articolo 7

1. Il presente Protocollo è aperto alla firma di ogni Stato che ha firmato il Patto.

2. Il presente Protocollo è soggetto alla ratifica di ogni Stato che ha ratificato il Patto o che vi ha aderito. Gli strumenti di ratifica saranno depositati presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

3. Il presente Protocollo sarà aperto all'adesione di ogni Stato che ha ratificato il Patto o che vi ha aderito.

4. L'adesione avverrà con il deposito di uno strumento di adesione presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

5. Il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite informerà tutti gli Stati che hanno firmato il presente Protocollo o che vi hanno aderito del deposito di ciascun strumento di ratifica o di adesione.

Articolo 8

1. Il presente Protocollo entrerà in vigore tre mesi dopo la data del deposito presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite del decimo strumento di ratifica o di adesione.

2. Per ciascuno degli Stati che ratificheranno il presente Protocollo o vi aderiranno dopo il deposito del decimo strumento di ratifica o di adesione, tale Protocollo entrerà in vigore tre mesi dopo la data di deposito da parte di detto Stato del suo strumento di ratifica o di adesione.

Articolo 9

Le disposizioni del presente Protocollo si applicano senza alcuna limitazione o eccezione a tutte le unità costitutive degli Stati Federativi.

Articolo 10

Il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite informerà tutti gli Stati di cui al paragrafo 1 dell'articolo 48 del Patto:

a) sulle riserve, le comunicazioni e le notifiche ricevute a titolo dell'articolo 2 del presente Protocollo;

b) delle dichiarazioni pronunciate in virtù degli articoli 4 o 5 del presente Protocollo;

c) delle firme apposte al presente Protocollo e degli strumenti di ratifica e di adesione depositati in conformità con l'articolo 7 del presente Protocollo;

d) della data alla quale il presente Protocollo entrerà in vigore in conformità con l'articolo 8 di quest'ultimo.

Articolo 11

1. Il presente Protocollo i cui testi in lingua inglese, araba, cinese, spagnola, francese e russa fanno ugualmente fede, sarà depositato presso gli archivi dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

2. Il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite trasmetterà una copia certificata conforme del presente Protocollo a tutti gli Stati di cui all'articolo 48 del Patto.

Certifico che il testo precedente è una copia conforme del Secondo Protocollo facoltativo al Patto internazionale relativo ai diritti civili e politici sull'abolizione della pena di morte, adottato dall'Assemblea Generale delle Nazioni Unite il 15 dicembre 1989 il cui originale è depositato presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite dove detto Protocollo è stato aperto alla firma.

**Per il Segretario generale,
Il Consigliere giuridico:**

Carl-August Fleischhauer

**Nazioni Unite, New York,
6 Febbraio 1990**